

Vade-Mecum...quelques pistes pour décliner l'action au niveau départemental notamment

## **Pour un avenir solidaire, questions réponses (modes d'emploi).**

**De quoi s'agit-il ?** « *Pour un avenir solidaire* » n'est ni une organisation, ni une plate-forme, ni un « collectif » ; c'est une initiative unitaire née de la société civile qui a pris la forme d'un appel aux acteurs associatifs et syndicaux, dans la diversité de leurs natures, de leurs engagements, de leurs projets.

Cette initiative souhaite en déclencher d'autres et se combiner à d'autres afin de dépasser les cloisonnements habituels (défense des libertés, justice sociale, droits politiques...) pour créer une nouvelle dynamique.

**Pourquoi maintenant ?** Depuis les manifestations de « *La manif pour tous* », on voit se préciser et s'accroître une série d'attaques contre des valeurs telles que l'égalité, la liberté ; le racisme et l'antisémitisme, le sexisme et l'homophobie, la mise en cause de l'égalité femmes/hommes y tiennent une large place. Au-delà, ces idées ont atteint un niveau de banalisation très inquiétant. Des populations, des groupes sont ainsi désignés à la vindicte publique ; l'école laïque, la création artistique et culturelle, les bibliothèques municipales sont ciblées comme autant de terrains propices au développement de la censure de nouveaux dévots.

**Pourquoi « avenir solidaire » ?** Nous partageons la conviction que l'avenir se construit ici et maintenant. Et que notre capacité à ne pas laisser le champ libre aux idées et pratiques d'extrême droite dépend très largement de nos efforts. A condition que nous parvenions à les combiner, les articuler. Car nos engagements respectifs couvrent les champs de l'éducation, de l'éducation populaire, de la santé, de la lutte contre l'exclusion et la grande pauvreté, de la défense des droits et libertés, de la défense du travail et de l'emploi, de la transition écologique...

**Pour quoi faire ?** *Pour un avenir solidaire* veut donner corps à la conviction qu'un avenir digne de ce nom ne peut se construire que sur la base des valeurs de la devise républicaine. Il s'agit donc de s'opposer aux thématiques d'exclusions et de stigmatisations, aux idées d'extrême droite et de leur opposer tous les possibles dont la société civile est porteuse. Chaque jour, chacun dans son domaine, son territoire, nous inventons et faisons grandir l'avenir ; en discuter ensemble, le porter ensemble, c'est donner poids et consistance à nos refus comme à nos valeurs.

**Exercer sa vigilance ?** Le résultat des élections municipales laisse à craindre que les offensives contre les droits, les libertés, la fraternité se multiplient. Dans certaines villes conquises par la droite ou le Front National, elles ont d'ailleurs commencé au lendemain même de l'élection. Il est évidemment important d'en faire la recension, afin de pouvoir les dénoncer, d'alerter l'opinion publique pour en prévenir la multiplication, de placer également les électrices et électeurs face à leur responsabilité dans l'avenir. Mais la vigilance seule est insuffisante ; le débat public doit être nourri d'idées et d'expériences alternatives, des énergies qui les expriment.

**Comment travailler ensemble ?** De très nombreuses associations et organisations syndicales sont engagées de longue date et sur leurs propres agendas dans la confrontation avec les idées d'extrême droite et tout ce qui en favorise la circulation. Certaines ont même commencé à grouper leurs efforts. Pourtant ces activités s'ignorent encore souvent les unes les autres, se

développent souvent parallèlement et sans se rencontrer. Elles portent pourtant les mêmes valeurs et tendent aux mêmes objectifs.

Nous proposons de faire en sorte que cette communauté de valeurs et d'objectifs soit publiquement assumée par une « labellisation » « Pour un avenir solidaire ».

**De quelle « labellisation » s'agit-il ?** L'objectif est d'alimenter une dynamique et une prise de conscience plus convergentes des forces mobilisées. D'abord en donnant à voir la solidarité de valeurs et d'idées; ensuite en exprimant une pluralité d'approches, sous forme d'une présence dont les expressions, laissées à la discrétion des organisateurs - prise de parole, stand, participation à un débat – visent à restituer l'indivisibilité de nos valeurs, soit leur caractère large, général et pertinent au-delà du champ d'intervention des acteurs présents. Enfin, en permettant des rencontres futures, notamment sur la base des idées et travaux engagés par les uns et les autres.

**Quelles contre-offensives ?** Certains secteurs particuliers sont pris en ligne de mire par des organisations ou réseaux sous influence de l'extrême droite et se voient acculés à la défensive du fait même de leur isolement. Or, chaque victoire de l'extrême droite pèse, comme compte chaque victoire démocratique.

Nous proposons d'opposer à cet isolement l'organisation de rencontres croisées entre, par exemple, les professionnels concernés, les usagers et publics concernés, débouchant autant que possible sur des expressions croisées, elles aussi.

**Quels champs d'intervention ?** Il s'agit d'enraciner, partout où c'est possible, une opposition d'idées aux agressions anti-égalité, aux censures, aux manifestations de racisme et d'exclusion. Et ce, en évitant toute posture strictement « morale » mais en croisant les réalités professionnelles et sociales pour affirmer des propositions compatibles avec la démocratie, le bien être.

#### **Par exemple ?**

- Les bibliothèques municipales sont la cible de militants plus ou moins intégristes exigeant le retrait du stock de tous les ouvrages à destination de la jeunesse prônant la soit disant théorie du genre. Il s'agit en fait d'obtenir la censure des œuvres illustrant le caractère fondamental de l'égalité entre les sexes. Les bibliothécaires et les acteurs culturels sont concernés ; mais aussi les usagers, les associations de parents d'élèves, les organisations qui luttent contre les discriminations de sexe et/ou de genre, des éditeurs, les libraires, les professionnels de la pédagogie, de la santé publique... Organiser leur rencontre, leur expression, une démarche en direction des élus tout en affirmant les valeurs sous-jacentes à la rencontre permet à chacun de reprendre confiance, de rompre un sentiment d'isolement et de lui substituer une dynamique intellectuelle et militante.
- Les théâtres, cinémas, musées, salles d'expositions et autres lieux d'expression culturelle sont aujourd'hui soumis à des appels à la censure, voire poussés à des autocensures. Le phénomène tend à se multiplier et il s'agit la plupart du temps de ne pas heurter la sensibilité religieuse ou une prétendue morale bannissant des représentations « choquantes ». Dans la dernière période, le film Tomboy a ainsi été « ciblé » et retiré de l'affiche de plusieurs salles ou réseaux d'éducation. Mais ce n'est qu'un exemple parmi d'autres.

- Il en va de même avec les *ABCD de l'égalité* à l'école ; les enseignants doivent avoir et sentir que dans ce domaine ils sont soutenus par les autres acteurs de l'école et de l'éducation mais également au-delà ; les secteurs socio-professionnels intéressés à la pédagogie de l'égalité sont nombreux.
- Les restaurants d'enfants et de jeunes (scolaires ou de loisirs) sont notamment l'objet de décisions municipales visant à supprimer les plats et menus permettant de respecter des interdits religieux sans contrevenir au principe de laïcité. La plupart du temps, c'est l'islam qui est visé avec le refus de présenter des plats alternatifs lorsque du porc est au menu. On ne peut considérer que cette discrimination est l'affaire des seuls juifs ou musulmans ; saisir les parents, les enseignants, animateurs et personnels des structures scolaires et de loisirs, les élus des collectivités, les représentants religieux, les associations pour examiner ensemble les termes possibles d'une alternative présente un triple avantage : d'abord, de ne pas laisser se développer une offensive au fond raciste ; ensuite, de ne pas laisser isolées les cibles de cette offensive ; ne pas créer les conditions favorables à des instrumentalisation intégristes ; enfin de ne pas laisser les premiers concernés à leur isolement et à la tentation de se « défendre » non en faisant respecter leurs droits mais en les organisant à part de la communauté éducative commune.
- Certains réseaux de transports urbains ont fourni un terrain d'expérimentation à des groupes identitaires pour constituer des commandos auto proclamés en charge de l'ordre public. Cette privatisation idéologique et pratique de la sécurité publique ne peut être uniquement dénoncée aux autorités qui ont la charge des transports ou de la sécurité. Les salariés, usagers devraient pouvoir en discuter et exprimer leurs demandes au regard de leur sécurité, si toutefois ils en ont, auprès des directions d'entreprises et élus locaux. A défaut, le procédé des identitaires peut, faute d'alternative, être perçu comme un moindre mal...
- La lutte contre l'extrême pauvreté connaît les mêmes problématiques de l'exclusion et de la stigmatisation qu'il s'agisse de Sdf, de Roms, d'exclus du logement...
- Il en va de même - ou peut en aller de même - avec un hôpital, un centre de santé, un centre d'Ivg, un centre social, une entreprise – qu'il s'agisse de travail au noir, d'utilisation de sans-papiers, d'étrangers sous rémunérés...

## Là où je suis, que faire ?

Les organisations, associations, syndicats signataires de « *Pour un avenir solidaire* » ont souvent des représentations départementales et locales ; certaines ont l'habitude de se rencontrer, de travailler ensemble ; d'autres pas. Dans le premier cas, il s'agit d'élargir ce processus de rencontres afin de profiter du maximum de forces, d'idées et de coopérations. Dans le second cas, il faut prendre l'initiative avec les partenaires existant tout en veillant au respect de l'esprit du texte unitaire.

**Amorcer le processus.** La première chose à faire est de prendre contact avec quelques-unes des organisations signataires de cet appel au plan national et de vérifier avec elles qu'elles s'en sentent solidaires, concernées. Mieux vaut s'adresser à celles qui sont représentées nationalement mais cette démarche peut s'étendre à d'autres acteurs, non signataires au plan national mais désireux de s'impliquer dans cette démarche.

**Organiser un travail d'ensemble.** Il est vain de vouloir absolument déterminer un thème, un lieu, une méthode qui puisse convenir à tout le monde. L'essentiel est d'œuvrer à des rencontres, en partant des préoccupations et des agendas de chacun. Également en déterminant les urgences à intervenir si elles existent - lieux et thèmes qui cristallisent l'agressivité de réseaux d'extrême droite – l'identité des acteurs concernés, les moyens de se rassembler avec eux pour un travail de protestation mais également d'élaboration. D'examiner les suites possibles à ce travail, en termes de visibilité.

**Prendre appui sur ce qui existe.** De nombreuses initiatives nationales mais surtout départementales et locales sont prévues qui expriment de façon implicite ou explicite le refus de la haine et des idées d'extrême droite. En faire la liste permet de déterminer lesquelles peuvent être sollicitées pour porter une expression plus large que ce qui était initialement prévu et ainsi, nourrir un processus de rencontres et de débats.

**Faire savoir, faire connaître.** Deux objectifs sont poursuivis: d'une part faire connaître la décision prise par les organisations de s'inscrire dans l'initiative « pour un avenir solidaire » ; cela peut prendre la forme d'un communiqué mais mieux vaut une rencontre physique avec la presse. De fait l'initiative ne rentre pas dans les cases pré établies de la presse et dans ces conditions, la tentation est grande de ne pas en parler parce que c'est trop compliqué... D'autre part, faire suivre et connaître ce qui se fait, se dit et le cas échéant, laisse une trace écrite. En direction de la presse locale mais aussi en direction de toutes les autres parties prenantes de l'initiative, notamment par le biais des réseaux sociaux mobilisés par les uns et les autres.

**S'inscrire dans le temps long.** L'état des lieux politiques, le niveau de démobilisation et de rejet qui s'est manifesté lors des municipales ainsi que la vivacité des offensives d'extrême droite laissent à penser que le travail entrepris doit l'être sans perdre de temps mais en s'inscrivant dans le temps long. Plus que de précipitation, il s'agit de prendre le temps d'avoir les débats qui puissent déboucher, maintenant ou plus tard, sur des initiatives d'affirmation et de rassemblement.

Adresses électroniques..... déterminer lesquelles.